

Commune de VILLEFRANCHE DE CONFLENT

Séance du 09 septembre 2024

Membres en exercice :

8

Date de la convocation: 05/09/2024

neuf septembre deux mille vingt-quatre l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Patrick LECROQ

Présents : 6

Présents : Monsieur Patrick LECROQ, Madame Rose Marie SORIA, Madame Frédérique LATOUR, Madame Dominique LIMOUZY, Monsieur Benoît MENE, Monsieur Gilles ROBERT

Votants: 6

Pour: 6

Représentés:

Contre: 0

Excusés:

Abstentions: 0

Absents: Monsieur Julien AUDIER -SORIA, Monsieur Joël MENE

Secrétaire de séance: Monsieur Gilles ROBERT

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le 13/09/2024
et publié ou notifié

13/09/2024

Objet: Convention la Poste agence communale - DE_059_2024

Monsieur le maire rappelle la délibération de 047_2024 du 31/05/2024 par laquelle le conseil municipal l'avait autorisé à signer la nouvelle convention la Poste Agence Communale signée entre l'AMF, l'état et la Poste, appliquée à la Commune de Villefranche de Conflent avec une durée de 5 ans.

La durée de la convention définitive est de 4 ans, Monsieur le Maire propose de l'autoriser à signer la convention de partenariat pour la gestion d'un point de contact – La poste agence communale (éligible au fonds de péréquation) pour une durée de 4 ans.

Oui l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme.

LE SECRETAIRE

Le Maire
Patrick LECROQ

Voies et délais de recours :

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de publication et/ou sa notification. A cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot, 6 Rue Pitot, 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision et/ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être reconduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Date de transmission de l'acte: 12/09/2024

Date de réception de l'AR: 12/09/2024

066-216602235-DE_059_2024-DE

AGEDI